

6 juin 2009

Cuba : retour à l'O.E.A. ?

Atilio BORON

Illustration : pays membres de l'OEA



Au bout de 47 ans, la 39ème assemblée générale de l'OEA (Organisation des Etats Américains) a annulé à l'unanimité l'expulsion de CUBA qui avait été votée en 1962. La résolution n'impose aucune condition à CUBA, bien que l'entrée du pays dans l'organisation suppose des mécanismes d'approbation qui devraient être appliqués dans le cas (fort peu probable) que LA HAVANE exprime le désir de revenir à l'OEA.

Cette nouvelle mérite quelques considérations :

En premier lieu, elle est reflète les grands changements qui ont eu lieu dans le paysage socio-politique d'Amérique Latine et des Caraïbes ces dernières années caractérisées par la persistante érosion de l'hégémonie nord-américaine dans la région. L'abrogation de l'ignominieuse résolution de 62 imposée par le gouvernement Kennedy révèle l'étendue des transformations en cours que la Maison Blanche n'accepte que contrainte. Cette mesure répare - bien que tardivement et partiellement- une décision immorale manifeste qui a pesé comme une barrière intolérable sur l'OEA et sur les gouvernements qui par leurs votes ou leur abstention ont facilité les plans de l'impérialisme nord-américain. Celui-ci, qui n'a pas pu renverser la Révolution Cubaine par les armes à la Baie des Cochons, choisi alors le « cordon sanitaire » pour éviter la contagion de ses influences émancipatrices au reste du continent. Tentative qui échoua complètement également.

En second lieu, l'affaiblissement de l'hégémonie ne signifie pas que les USA renoncent à s'appropriier par d'autres moyens les ressources et les richesses de nos pays ou d'essayer de contrôler nos gouvernements en usant d'autres subterfuges. Imaginer un instant que ce déclin des capacités de direction politique -morale et intellectuelle- de l'impérialisme et qu'il déposerait les armes pour établir des relations avec nos pays sur un pied d'égalité serait une erreur impardonnable. Bien au contraire : devant la remise en cause de son hégémonie, la réponse a été l'activation de la IV flotte, avec l'objectif d'obtenir par la force ce que par le passé la soumission et la complicité des gouvernements lui assurait dans la région. Obama n'a émis aucun signal laissant penser qu'il souhaite modifier cette politique.

En troisième lieu : Cuba, comme les autres pays de Notre Amérique, n'a rien à faire à l'OEA. Comme nous l'avons signalé dans de nombreuses occasions, cette institution refléta en son temps un moment spécial de l'évolution du système interaméricain : celui de la primauté absolue des Etats-Unis. Cette étape est dépassée et il n'y a pas de retour possible en arrière. La maturation de la conscience politique des peuples de la région a fait que des gouvernements très proches de la Maison Blanche n'ont pas eu d'autre alternative que d'affronter aux USA dans la condamnation du blocus de Cuba et finissent à San Pedro Sula (Honduras, siège de l'AG de l'OEA de juin 2009), revenir sur la décision de 1962. Devant cette situation, l'OEA est condamnée par sa longue

histoire comme instrument de l'impérialisme : elle a légitimé des invasions, des assassinats politiques, des magnicides (comme celui d'Orlando Letellier, perpétré à Washington), des coups d'état et des campagnes de déstabilisation contre des gouvernements démocratiques. Elle fut aveugle, sourde et muette devant les atrocités du « terrorisme d'état » fomenté par les USA et devant des politiques criminelles comme le Plan Condor. Quant, en mai 2008, éclata la crise de Bolivie, le conflit fut rapidement solutionné par les pays latino-américains sans aucun rôle de l'OEA. On n'en a pas eu besoin. On n'en a plus besoin.

Ce dont nous avons besoin, c'est de renforcer et rendre cohérents sans attendre les divers projets d'intégration des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, tels que l'ALBA et l'UNASUR, initiatives distinctes mais qui expriment la réalité contemporaine de la région. L'OEA en revanche, n'est qu'une institution incurablement anachronique et par là même, inutile : elle représente un monde qui n'existe plus sauf dans les délires des nostalgiques de la Guerre Froide incapable d'apporter la moindre contribution aux défis de notre temps. Après avoir annulé la résolution de 1962, elle rendrait un grand service à l'humanité en décidant sa dissolution.

Atilio Borón

Traduction par alfare

Article original

<http://www.rebellion.org/noticia.php?id=86473>